



**PRÉFET
DES ARDENNES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la coordination et de l'appui aux territoires

Arrêté n° 2023-555 autorisant la Communauté de Communes Ardennes Rives de Meuse à procéder au débroussaillage sur le linéaire du muret et du filet au niveau du glacis sud de la citadelle de Charlemont à Givet (08600)

Le Préfet des Ardennes
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le titre III du code de l'environnement et notamment, la section I consacrée aux réserves naturelles nationales ;

Vu l'article L.214-6 du code de l'environnement relatif au droit des tiers ;

Vu les dispositions de l'article R.421-1 du code de justice administrative ;

Vu le décret n°99-154 du 4 mars 1999 modifié portant création de la réserve naturelle de la Pointe de Givet (Ardennes) sur le territoire des communes de Charnois, Chooz, Fromelennes, Foisches, Givet et Rancennes ;

Vu le décret du 3 novembre 2021 nommant M. Alain BUCQUET en qualité de préfet des Ardennes ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2023-405 du 13 juillet 2023 portant délégation de signature à M. Joël DUBREUIL, secrétaire général de la Préfecture des Ardennes ;

Vu l'article 7 du décret interministériel n°99-154 du 4 mars 1999 susvisé précisant qu'« *Il est interdit, sauf à des fins agricoles ou forestières :[...] 2° De porter atteinte de quelque manière que ce soit aux végétaux non cultivés, ou de les emporter en dehors de la réserve, sauf à des fins scientifiques ou d'entretien de la réserve sur autorisation du préfet après avis du comité consultatif.* » ;

Vu la demande présentée le 31 juillet 2023 par M. Bernard DEKENS, président de la communauté de communes Ardenne Rives de Meuse ;

Vu les avis émis par les membres du comité consultatif de gestion de la réserve naturelle de la pointe de Givet consultés par échanges écrits du 1^{er} au 11 septembre 2023 ;

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture des Ardennes,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Le président de la Communauté de Communes Ardenne Rives de Meuse est autorisé à intervenir, dans la réserve naturelle nationale de la Pointe de Givet dans l'objectif d'intervenir au niveau du glacis sud de la citadelle de Charlemont, à Givet (08600), en vue de réaliser la vérification du filet de sécurité antichute et d'évaluer les travaux de reprise et confortement de la partie maçonnée du mur de soutènement.

Cette intervention, qui consistera en la coupe et au débroussaillage, sur tout le linéaire du muret et du filet, des arbres, arbustes et autres, y compris derrière le filet dans la limite d'1m50, sera réalisée en application des dispositions du décret n°99-154 du 4 mars 1999 et des prescriptions du présent arrêté.

Article 2 :

Les services de la Communauté de Communes Ardenne Rives de Meuse, dont le siège social est situé 29 rue Méhul à Givet (08600), sont autorisés à pénétrer dans la réserve naturelle nationale de la pointe de Givet afin de procéder aux opérations définies à l'article 1^{er}. Ils sont autorisés à accéder aux espaces localisés en annexe 1 « zone d'intervention » ;

Ils devront respecter les engagements pris dans la demande (absence d'atteinte aux buis) et les prescriptions émises aux articles suivants du présent arrêté.

Article 3 :

L'accès se fera par la route départementale 8051 et le délaissé situé en limite de la zone d'intervention.

Le président de la communauté de communes devra s'assurer de la sécurité des équipes d'intervention.

Article 4 :

Le responsable des travaux ou, en son absence, la personne chargée de veiller au bon déroulement du chantier devra être en possession d'une copie du présent arrêté.

Article 5 :

Les dates d'intervention seront préalablement communiquées aux gestionnaires de la réserve naturelle nationale de la Pointe de Givet.

Article 6 :

Lors de la phase d'exécution des travaux, pour minimiser les risques d'éventuelles incidences particulières sur le milieu naturel :

- sont interdits :
 - les feux, les cigarettes et tous les produits de nature à nuire à la qualité de l'eau, de l'air, du sol, du site ou à l'intégrité de la faune et de la flore ;
 - l'abandon, le dépôt ou le débarras, en dehors des lieux spécialement prévus à cet effet, de tous détritiques de quelque nature que ce soit ;
 - les travaux à ras du sol, surtout dans les parties rocailleuses, pour préserver les populations de reptiles potentiellement présentes sur le site ;
- sont obligatoires : la collecte, le tri et l'élimination de tous les déchets présents sur le site de la réserve.

Article 7 :

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

Cet arrêté s'applique sans préjudice des autres législations et réglementations en vigueur.

Article 8 :

La durée de validité du présent arrêté est de trois mois à compter de la date de sa signature.

Article 9 :

Cet arrêté est susceptible de recours dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Pendant ce délai, peut être introduit :

- soit un recours gracieux, adressé à Monsieur le Préfet des Ardennes 1, place de la Préfecture , BP 60 002 , 08 005 Charleville-Mézières Cedex,
- soit un recours hiérarchique, adressé à Monsieur le Ministre de la Transition Écologique et de la cohésion des territoires - Grande Arche de la Défense - Paris Sud/Tour Séquoia 92055 - La Défense Cedex,
- soit un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, 25 rue du Lycée 51 036 Châlons-en-Champagne Cedex, ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'administration pendant deux mois.

Article 10 :

Le présent arrêté sera :

- notifié au pétitionnaire,
- transmis, pour information, aux membres du comité consultatif de gestion de la réserve naturelle nationale de la Pointe de Givet.
- transmis pour affichage, aux maires des communes de Charnois, Chooz, Foisches, Frommelennes, Givet et Rancennes.
- publié au recueil des actes administratifs et sur le site internet des services de l'État dans le département des Ardennes pendant au moins un mois.

Article 11 :

Le secrétaire général de la préfecture des Ardennes, le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement Grand Est, le directeur départemental des territoires des Ardennes, le directeur de l'agence de l'office national des forêts des Ardennes, le directeur du conservatoire d'espaces naturels de Champagne-Ardenne, les maires des communes de Charnois, Chooz, Foisches, Frommelennes, Givet et Rancennes sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Charleville-Mézières, le **18 SEP. 2023**

le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général


Joël DUBREUIL

9 268 1353

Annexe 1: zone d'intervention



zone d'intervention projetée au droit de mur de soutènement et se prolongeant le long du filet anti-chute.

Vu pour être annexé à mon arrêté du **18 SEP.**
le préfet,
pour le préfet et par délégation
le secrétaire général

Joël DUBREUIL